



**Direction Générale Adjointe des Services Techniques
et de l'Environnement
Direction des Routes
Service Entretien et Circulation Routière
Pôle d'Aménagement Sud Est
Secteur de Castres
commune de VIVIERS-LES-MONTAGNES**
Affaire suivie par Fabien SEVERAC
☎ : 05 63 62 62 35
Mel : secteur.castres@tarn.fr
Réf.2021325004

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE



Le Président du Conseil départemental,

VU la demande en date du 03/05/2021 par laquelle la Mairie de Viviers les Montagnes demeurant à 1 Place de la Mairie 81290 VIVIERS-LES-MONTAGNES, représenté par RUFFEL TP SARL, Lieu-dit: Fonvieille 81290 ESCOUSSENS, demande L'AUTORISATION POUR LA REALISATION DE TRAVAUX route départementale D50 du PR 8 + 500 au PR 9 + 0, située en agglomération, Route de Viviers les Montagnes 81710 SAIX,

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet et par la loi du 83-8 du 7 janvier 1983,

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le règlement général de voirie du 04/01/1993 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du 12 mars 2010 relative aux routes départementales : Référentiel urbanisme et sécurité routière,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental du 01 septembre 2020 portant délégation de signature,

VU l'avis favorable du Maire de VIVIERS-LES-MONTAGNES.

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

Mise à niveau de regards et tampons sur le réseau d'assainissement, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 - Alignement.

Sans objet.

ARTICLE 3 – Prescriptions techniques particulières.

REALISATION DE TRANCHEES SOUS CHAUSSEE

Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.

Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi chaussée.

Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté ou à son représentant, les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en oeuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en oeuvre en un temps déterminé) étude qui s'imposera à lui.

Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée, ainsi que la réfection définitive de la chaussée, seront réalisés conformément à la fiche technique annexée au présent arrêté.

Un grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharges publiques par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

DISPOSITIONS SPECIALES

Les tampons et les entourages des chambres rehaussées doivent suivre les profils en long et en travers du revêtement de la chaussée impactée sur la RD50.

Les entourages des chambres doivent être réalisés en béton bitumineux ou avec des matériaux présentant les mêmes caractéristiques notamment de portance et d'étanchéité.

Les tampons des chambres télécom ne doivent présenter aucune saillie ni aucun creux par rapport au revêtement de la chaussée de la RD50.

REALISATION DE TRANCHEES SOUS CHAUSSEE

Le bénéficiaire sera tenu d'assurer un entretien permanent de la chaussée définitivement reconstituée pendant la durée de la garantie.

DISPOSITIONS SPECIALES TRANCHEES

Lors du remblaiement de la tranchée, le secteur routier concerné doit être prévenu afin qu'il puisse effectuer un contrôle des matériaux et du compactage de la tranchée.

Le délai de garantie sera de 2 ans après la date de fin des travaux que le pétitionnaire devra nous communiquer. A défaut la date de fin d'exécution du 22/05/2021 sera retenue.

ARTICLE 4 – Sécurité et signalisation du chantier

Le demandeur devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes : Le demandeur aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie.

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que l'autorisation d'entreprendre les travaux et toute réglementation de circulation du fait de ce chantier est de la compétence du maire de la commune, chargé de la police de la circulation dans l'agglomération.

ARTICLE 5 – Implantation ouverture de chantier et récolement.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 5 jours. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolement des canalisations ainsi que des schémas des ouvrages principaux exécutés sur la voie publique. Cette communication devra intervenir dans les trois mois de la mise en service du réseau à l'adresse du signataire du présent arrêté.

L'ouverture de chantier est fixée au 17/05/2021 comme précisée dans la demande.

ARTICLE 6 – Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée a titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-a-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-a-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas ou l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 – Formalités d'urbanisme.

Sans objet.

ARTICLE 8 – Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 15 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Castres, le 4 mai 2021

Le responsable du Pôle d'Aménagement Sud Est



Nicolas MASSIMINI

Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution

Le Secteur de Castres pour attribution

La commune de VIVIERS-LES-MONTAGNES pour information

ANNEXES

Fiche technique de remblayage et de réfection

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du secteur de Castres, Place du 1er Mai 81100 CASTRES tél : 05 63 62 62 35.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

Rappel : La présente autorisation ne vaut pas déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès des différents concessionnaires.

VOIRIE DEPARTEMENTALE

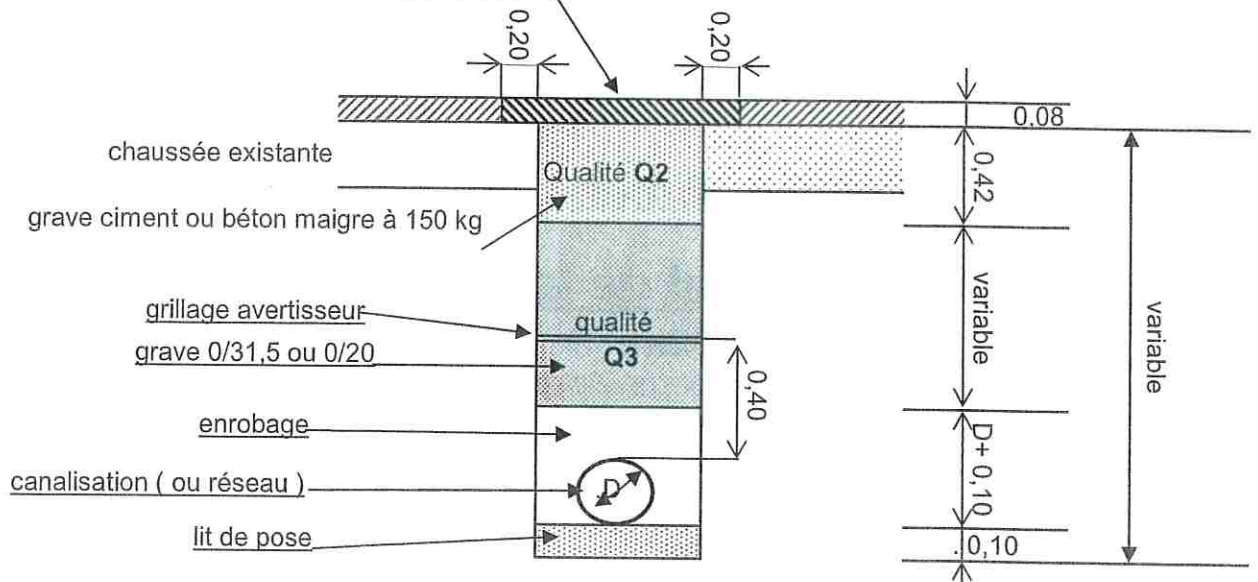
Remblayage de tranchées - Mode d'exécution des travaux

Tranchées de largeur supérieure à 0,35m

sous chaussée

STRUCTURE TYPE A2 applicable aux voies ayant un trafic < 2000 véhicule/jour

couche de roulement (béton bitumineux)

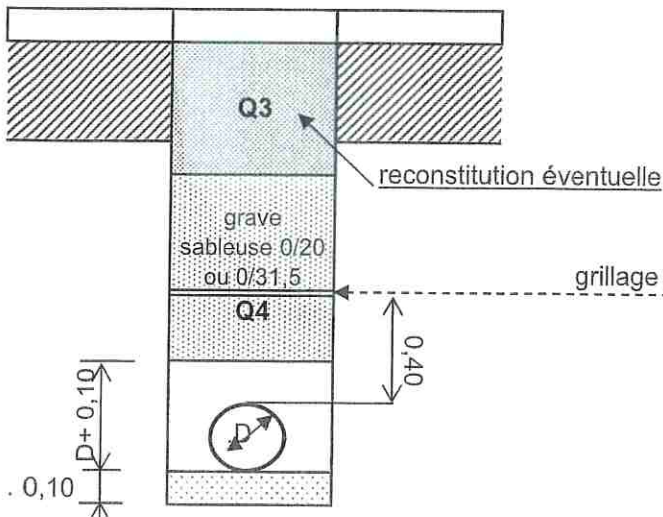


La qualité de compactage exigée pour une chaussée donnée est modulée en fonction du rôle de la couche au sein de l'ouvrage et trois niveaux de qualité sont ainsi déterminés pour les matériaux de remblaiement et les matériaux de chaussée.

- Q4 = qualité remblai (95% OPN)
- Q3 = qualité couche de forme pour un matériau de remblaiement apte à remplir cette fonction sous une chaussée (portance suffisante à terme - 98,5% OPN)
- Q2 = qualité couche de fondation pour les matériaux de reconstruction de couche de chaussée, grave traitée (ou non pour des voiries à faible trafic) de difficulté au compactage moyenne et enrobé facile à compacter (98% OPM)

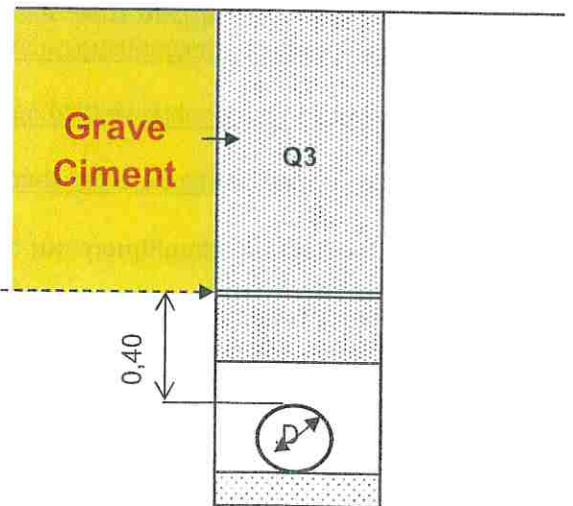
**sous trottoir
ou accotement stabilisé**

STRUCTURE TYPE B1



sous accotement non stabilisé

STRUCTURE TYPE B2



Les matériaux extraits lors de l'ouverture de la tranchée peuvent être réutilisés en remblai dans la structure B2 s'ils présentent toutes les garanties d'obtention de la qualité requise. En aucun cas, ils ne seront mis en œuvre sans l'accord du service gestionnaire de la voirie.

Extrait du Règlement Général de Voirie Départementale

(approuvé par Délibération de l'Assemblée Départementale dans sa séance du 4 janvier 1993)

Conditions d'exécution des tranchées, de leur remblaiement et réfection des corps de chaussée

Tranchée de largeur supérieure à 0,35 m.

STRUCTURE DE TYPE A2

applicable aux voies ayant un trafic < 2000 véh/jour et revêtues d'enrobés

* 1 - Découpage à la scie

* 2 - Remblai général de la tranchée

● jusqu'à la côte - 0,50m:

le remblai sera réalisé en grave 0/31,5 ou 0/20 qualité Q3 de compactage avec rouleau vibrant PV3 ou PV4 ou plaque vibrante PQ3 ou PQ4.

* 3 - Structure du corps de chaussée

● de - 0,50m à - 0,08m :

grave ciment ou béton maigre 150kg qualité Q2 de compactage avec rouleau vibrant PV3 ou PV4 ou plaque vibrante PQ3 ou PQ4.

● de - 0,08m à - 0 :

bétons bitumineux 0/10 après redécoupage de la couche de roulement de la chaussée existante à 0,20m de part et d'autre de l'ouverture initiale et après couche d'accrochage à l'émulsion de bitume (400gr de bitume résiduel au m²) sur la couche de base et sur les découpes létérales

II . SOUS TROTTOIRS OU ACCOTEMENTS

STRUCTURE DE TYPE B1

applicable sous trottoir ou accotements stabilisés

* 1 - Découpage à la bêche pneumatique ou à la scie

* 2 - Remblaiement en grave sableuse 0/20 ou 0/31,5 (qualité Q4)

* 3 - Couches de surface identiques à l'existant

La réfection s'appliquera sur toute la largeur du trottoir lorsque cette largeur ne dépassera pas 1,50 m ou sera inférieure au double de la largeur de la tranchée.

STRUCTURE DE TYPE B2

applicable sous accotement ni revêtu ni stabilisé

* 1 - Remblaiement Grave Ciment " pour tranchée bord de chaussée".

* 2 - Remise en état des lieux dans leur état et qualité antérieure.